

## L'abeille, sentinelle de notre environnement

**Plusieurs centaines d'apiculteurs de France ont participé au congrès de l'Union nationale des apiculteurs de France à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Tout au long de ces journées apicoles, la surmortalité des colonies a occupé les esprits et alimenté les discussions.**

Les témoignages sont concordants : partout dans le monde, les populations des abeilles déclinent. En 20 ans, 30 % des colonies d'abeilles ont disparu aux États-Unis. L'Europe n'est pas épargnée. L'Italie et la France font un constat identique, même si le phénomène semble plus récent. Les apiculteurs s'interrogent et avec eux les scientifiques. Pendant de très nombreuses années, aux États-Unis comme en Europe, la conduite des ruchers et l'apparition du varroa, ont été considérés comme la cause de ce que les Américains appellent désormais « l'effondrement automnal » des populations. Pourtant, les nombreuses analyses très poussées ne livrent toujours pas la cause formelle de ce phénomène. En Amérique, la situation est à ce point dégradée et les insectes sont devenus si rares que les apiculteurs sont désormais des acteurs de la pollinisation des productions fruitières et maraîchères plus que des producteurs de miel.

### Des ruchers ambulants

Logés sur d'immenses camions, les ruchers traversent le continent américain pour permettre la pollinisation des amandiers californiens sur la côte ouest avant de revenir sur la côte est polliniser les orangers de Floride. Les producteurs de pommes, de myrtilles, de poivrons, de citrouilles... demandent aux ruchers ambulants une prestation de pollinisation que les apiculteurs n'oublient pas de leur facturer ! Deux Américains sont venus à Villefranche-sur-Saône au congrès de l'Union nationale des apiculteurs de France indiquer comment, durant des années, ils ont été traités chez eux comme les responsables du dépérissement des colonies d'abeilles. Aujourd'hui, les causes environnementales et l'implication des traitements phytosanitaires, ajoutée à un affaiblissement des colonies affectées par le varroa, sont des facteurs généralement plus contestés. Mais les firmes multinationales de

phytosanitaires, avec leurs bataillons d'avocats et de scientifiques, font de la résistance. Si bien que les apiculteurs américains en appellent à leurs collègues français et à leur recherche publique, jugée plus indépendante que leur recherche privée, pour les aider à démontrer scientifiquement la toxicité de certains produits de traitement utilisés en agriculture. Les apiculteurs américains veulent sortir de la situation que leur imposent les autorités d'assumer la perte et le renouvellement, tous les ans, de 50 % de leurs colonies.

### Les apiculteurs français en avance

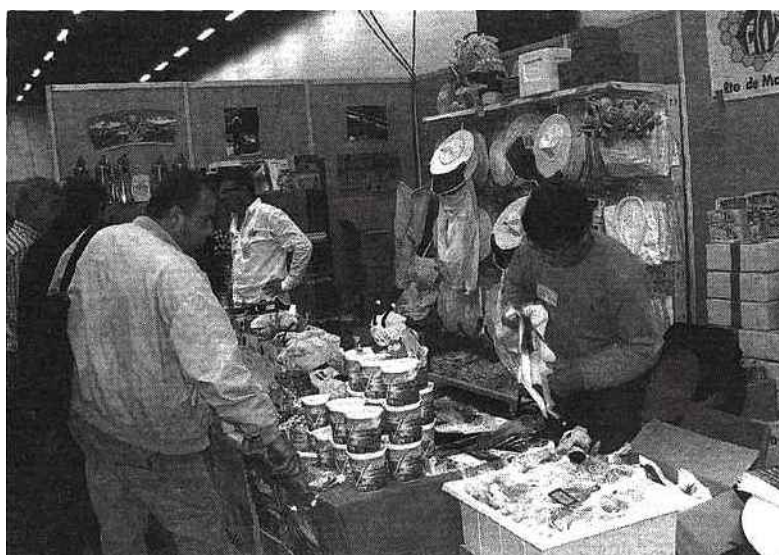
Un autre témoin, apiculteur italien de la plaine du Pô, a confirmé le rôle de « sentinelle » joué par les apiculteurs français : « les premiers à avoir sonné l'alarme », reconnaît-il. Apiculteur depuis 31 ans, il avoue avoir connu « 29 ans de bonheur dans ce métier et beaucoup de déceptions ces deux dernières années. Je ne crois plus au futur de mon métier et je ne peux plus être heureux », admet avec émotion notre apiculteur transalpin. Il pointe les causes de ce désamour : l'artificialisation des espaces naturels, les changements climatiques, le varroa, la pollution en général, l'usage sans précaution de certains produits phytosanitaires et la qualité de l'eau « que personne n'a encore étudié quant à ses effets sur les abeilles ». La plaine du Pô est une grande région de production de maïs où sa monoculture est la règle. « Les abeilles nous disent qu'elles ne peuvent pas vivre dans ces conditions », remarque l'apiculteur italien, inquiet du mode de lutte contre la chrysomèle du maïs par l'enrobage des semences. Ce mode de lutte est dénoncé en raison de la dissémination dans l'environnement de poussières toxiques. Pour les apiculteurs, la seule véritable lutte contre la chrysomèle consiste à respecter le principe agronomique de la rotation des cultures. Partout dans le

monde, certaines pratiques culturelles sont mises en cause et partout les mêmes résistances s'expriment. « L'administration minimise, les scientifiques sont imprécis et les systèmes en place refusent de se remettre en cause en raison des coûts financiers que supposent ces changements radicaux ». L'apiculteur italien n'hésite pas à parler « d'omerta » pour dénoncer cette situation.

### Alerte rouge sur fruitiers

Ce constat, des apiculteurs du Rhône l'ont vérifié chez eux. Dans les monts du Lyonnais, en 2007, des traitements contre des pucerons avant floraison de pêchers ont provoqué des accidents toxicologiques sur les colonies d'abeilles. Devant l'hécatombe, une série d'analyses a été programmée, mais aussitôt stoppée lorsque les apiculteurs ont appris que les analyses seraient réalisées par un puissant groupe phytosanitaire ! Pas question de cautionner une procédure dans laquelle le contrôlé se transforme en contrôleur et le jugé en juge... L'an prochain des observations et des prélèvements seront réalisés dans le périmètre des vergers et des analyses seront confiées à des laboratoires indépendants. C'est une question de légitime défense pour ne plus avoir à subir sans réagir des pertes considérables : « j'avais 89 ruches en septembre, il ne m'en restait plus que sept en décembre », indique cet apiculteur des monts du Lyonnais reconnu pour son professionnalisme. Les apiculteurs présents au congrès de l'Unaf à Villefranche-sur-Saône demandent aux autorités de cesser de passer sous silence les causes environnementales qui sont, selon eux, tout autant responsables de l'affaiblissement des ruches que l'insatiable varroa. À lui seul, il ne peut pas porter tous les maux mortels dont souffre notre apiculture. Les apiculteurs espèrent démasquer ceux qui se cachent derrière le minuscule parasite asiatique, comme d'autres se cachent derrière leur petit doigt.

Serge Berra ■



***Conférences, interventions d'apiculteurs d'autres continents, prospective... le congrès de l'Unaf a été dense. Les apiculteurs ont également visité les stands proposant des nouveautés techniques.***

17<sup>e</sup> congrès national de l'apiculture française à Villefranche-sur-Saône (Rhône)

# Les apiculteurs satisfaits du plan Saddier

**Le député-maire de Bonneville, Martial Saddier, est venu présenter aux apiculteurs le contenu de son plan de soutien à la filière apicole, du « couvain au pot de miel ». Ses propositions ont été bien reçues par les professionnels.**

**L**a surmortalité des abeilles n'est plus contestable », lançait en préambule Martial Saddier. Son premier objectif sera de participer à la création d'une interprofession chargée de mieux défendre l'intérêt de la filière animale. Plusieurs voix se sont déjà élevées pour veiller à la défense des plus « petits » avec, en leitmotiv, ce n'est pas le nombre de ruches qui fait l'apiculteur !

Un comité de pilotage, présidé par le député de Haute-Savoie, sera mis en place avant Noël. « L'APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture) sera invitée à la table », insiste-t-il. Un institut technique, adossé à l'Acta (Association de coordination technique agricole), verra le jour également, tout comme un BTS apicole. La déclaration annuelle de ruches sera réactivée.

Sur le sujet attendu de la lutte contre la mortalité du cheptel, Martial Saddier a dévoilé plusieurs pistes de travail : une relance des programmes de re-

cherche sur certains prédateurs comme le varroa ; une vigilance sur les critères d'homologation des produits phytosanitaires qui, selon les apiculteurs, « comportent trop de failles » ; vigilance aussi sur les OGM. Le second volet a trait aux ressources protéiques des abeilles. La capacité mellifère des espèces végétales est souvent négligée. Des mesures devront être prises pour corriger ce déséquilibre. Enfin, le développement du frelon asiatique, qui menace les ruches de l'Hexagone, sera traité avec attention.

Les responsables de la filière ont salué l'esprit d'ouverture du plan, mais tenaient à enfoncer le clou. « La France jouait son rôle de sentinelle de l'environnement quand elle a interdit le « gaucho » et le « régent ». Elle ne le joue plus quand elle autorise le cruiser », assène le président de l'Unaf, Henri Clément. Mais, c'est sûrement dans le dialogue que se trouve l'issue. « Si on n'est pas consensuel, on ne va pas avancer... », poursuit Martial Saddier.

**David Bessenay ■**



**Aux côtés d'Henri Clément, Jean-Marie Barbançon président de la FNOSAD (Fédération nationale des organisations sanitaires apicoles départementales) et José-Anne Lortsch, présidente du SNA (Syndicat national d'apiculture) ont approuvé les orientations du rapport Saddier.**

## Economie

# Une consommation soutenue

**E**n quelques années, la production de miel en France a été divisée par deux, de 40 000 à 20 000 tonnes. Les raisons sont connues (lire par ailleurs). Le souci des apiculteurs est plus de produire que de vendre, d'autant que la consommation en France progresse légèrement.

Le volet nutrition-santé continue de tirer vers le haut les ventes de miel et de gelée royale. Les biscuits ont toujours leurs adeptes, les savons ou shampoings au miel sont légions.

Le mode d'achat évolue légèrement. « Les producteurs vendaient autrefois 60 % de la récolte en direct. Aujourd'hui on est plus proche des 50 % », re-

marque Daniel Villeneuve, ex-vice-président du syndicat des conditionneurs de miel. La GMS et les magasins spécialisés dominent le réseau des distributeurs.

Le recul de la production nationale laisse la place à des miels d'importation, souvent complémentaires. « On trouve des produits d'Espagne ou d'Italie, des miels que l'on ne connaît pas en France : miels d'orangers, de citronniers, d'eucalyptus », remarque Gabriel Perroneau de la société Apidis (Dijon). L'Argentine, la Belgique et les pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Roumanie) complètent le tableau des principaux importateurs.

# Groupement d'action sanitaire et syndicat de l'Ain en Assemblée générale

**Assemblée générale du groupement d'action sanitaire apicole le matin et du syndicat d'apiculture de l'Ain l'après-midi, la journée du 19 octobre a été particulièrement chargée et instructive pour les agriculteurs de notre département.**

**F**ace à la fragilité et à la diminution constante de leur cheptel et de la productivité de leurs ruches, les apiculteurs de l'Ain son inquiets. Pourtant le groupement d'action sanitaire apicole (Gasa) et le syndicat d'apiculture de l'Ain ne ménagent pas leurs efforts pour améliorer la situation de la filière, pour permettre à leurs adhérents de perfectionner leur formation ou pour promouvoir les produits de la ruche.

Le président du Gasa, Bernard Verel, a ainsi précisé qu'au cours de la campagne 2008, plus de 11 000 ruches avaient été traitées contre le varroa, un chiffre important qui n'exonère pas pour autant le groupement de poursuivre sa campagne d'information auprès de tous les apiculteurs sur les risques de maladies et de pertes d'abeilles que fait peser ce parasite sur les ruches. Bernard Verel en profite d'ailleurs pour remercier le conseil général de l'Ain pour son aide importante dans cette lutte contre le varroa et, également, pour la mise en place des jachères polliniques.

Mais ce parasite n'est pas le seul sujet de préoccupation du Gasa. L'apparition dans le département du Cruiser, un traitement pelliculé des semences de maïs inquiète en effet les apiculteurs. Les effets de ce nouveau produit, un néonicotinoïde classé dans les produits dangereux, ne

sont en effet pas connus mais risquent d'être nocifs pour les abeilles comme l'ont probablement été d'autres produits dénoncés ces dernières années par les apiculteurs. Bernard Verel a bien annoncé qu'une étude est menée depuis le printemps dans trois régions de France dont l'Ain sur des ruches exposées au Cruiser, mais il craint que le protocole de cette étude et son suivi ne permettent pas d'afficher des résultats conformes à la réalité.

Pour conclure son assemblée générale, Bernard Verel a longuement commenté le rapport « *pour une filière apicole durable* » demandé par le Premier ministre au député de Haute-Savoie Martial Sadier.

## Formation, vulgarisation et promotion

Les nombreuses activités du syndicat apicole de l'Ain ont été, elles, développées par son président, Guy Saunier, et les membres de son bureau. Et, parmi ces actions, les ruchers écoles sont parmi les plus importantes. En effet, la création du ruchers écoles d'élevage de reines à la maison de pays en Bresse de Saint-Etienne-du-Bois a permis à de nombreux apiculteurs de la section de Bourg de mieux maîtriser cet élevage, technique aujourd'hui indispensable puisque la durée de vie d'une reine a diminué de moitié en

20 ans en raison d'un environnement de moins en moins favorable. Quant au rucher école de Servas, il a accueilli cette année plus de quarante participants, montrant tout l'intérêt que conserve aujourd'hui l'apiculture dans le grand public.

Mais le syndicat participe aussi à la vulgarisation des produits de la ruche auprès de nombreuses classes d'écoles primaires en faisant goûter du miel, du pain d'épice et en parlant du rôle des abeilles dans la pollinisation des plantes. Il a également été présent avec une voiture décorée d'abeilles dans la caravane publicitaire du tour de l'Ain cycliste et a été partie prenante, avec l'association Altec, à l'exposition « *secrets d'abeilles* » qui s'est déroulée dans le cadre d'Alimentec.

Au cours de cette assemblée générale, qui a vu pour finir Stéphane Prévost, apiculteur professionnel présenter sa pratique apicole sur son rucher de plus de cinq cents ruches, a renouvelé le soutien de son syndicat à la candidature du conseil général auprès de la campagne nationale « *abeille, sentinelle de l'environnement* », et annoncé la tenue le 7 décembre prochain d'un concours départemental de miel. Les apiculteurs souhaitant y participer devront transmettre deux pots de miel de 250 grammes à Jean-Pierre Dudemaine, le Mas-Rillier, 01700 Miribel, avant le premier novembre et accompagné d'un chèque de 30 euros par catégorie de miel.



**A la tribune, Guy Saunier, président du syndicat des apiculteurs de l'Ain entouré des membres de son bureau, écoute le témoignage de Stéphane Prévost, apiculteur professionnel.**



**La voiture des apiculteurs dans la caravane publicitaire du tour de l'Ain cycliste en août dernier.**

## Quatre questions à Guy Saunier, président du syndicat des apiculteurs de l'Ain

### Que représente aujourd'hui l'agriculture dans notre département ?

« Le poids économique de l'apiculture n'est pas énorme. La production était de 40 000 tonnes il y a une quinzaine d'années mais elle est redescendue à environ 25 000 tonnes à l'heure actuelle. Ce secteur est donc en perte d'activité, même si le nombre de ruches est resté le même mais la production par ruche a baissé énormément. Par rapport à la filière agricole, l'apiculture ne représente qu'à peine deux pour cent du chiffre d'affaires agricole sur le plan national, et dans l'Ain nous sommes pratiquement mille deux cents apiculteurs dont une quinzaine de professionnels. Cela représente dans l'Ain environ dix à douze mille ruches qui produisent en moyenne une quinzaine de kilos. »

### Le rapport du député de Haute-Savoie, Martial Saddier, a été rendu public juste avant vos assemblées générales. En avez-vous parlé ?

Au cours de nos assemblées générales, nous avons beaucoup parlé du rapport du député Martial Saddier qui, d'ailleurs, a fait une intervention samedi à Villefranche au cours du congrès national des apiculteurs. Celui-ci a ouvert pas mal de portes et je le crois sincère dans ses positions. Je souhaite que, sur la base de ce rapport, profession agricole et apiculteurs puissent se rapprocher pour construire. C'est en effet la première fois que nous avons un rapport parlementaire bâti autour de l'apiculture.

### Qu'apporte, d'après vous, ce rapport à la filière apicole ?

« Parmi ses propositions, il y a celle de

structurer la filière de manière plus authentique car, à l'heure actuelle, l'organisation de celle-ci est confuse, beaucoup de monde parle fort. L'image de la production apicole est donc particulièrement floue et une commission devrait se mettre en place rapidement, une interprofession devrait être créée et des études plus précises devraient être menées sur les effets des traitements. Le sujet du frelon asiatique est également abordé et Martial Saddier semble vraiment conscient du problème et de l'impact qu'il a sur l'apiculture. Toute la filière nationale est touchée de parasite ou de traitement. Quelles que soient les régions, sont touchés par la perte des abeilles et les apiculteurs ont du mal à garder leur cheptel. Ils passent toute leur énergie à refaire leur cheptel. »

### Concrètement, qu'attendez vous de ces propositions ?

« Quand une structure sera mise en place par l'Etat, elle pourra s'occuper de chaque thème et coordonner de manière plus efficace les recherches. On gagnera en efficacité. Vu ce qui nous a été dit, les apiculteurs de l'Ain se reconnaissent dans les propositions du député, mais il faut maintenant que nous travaillions tous ensemble pour avancer. Il faut tous que nous changions d'état d'esprit, et nous devons travailler plus activement avec les agriculteurs pour trouver des solutions qui aillent vers moins de traitements. Car il ne faut pas oublier que les abeilles sont aussi indispensables à la pollinisation des cultures... »

Propos recueillis  
par Alain Silvestre ■